Initiatives ministérielles

• (1630)

Il m'apparaît évident qu'il n'est pas nécessaire—je l'ai déjà dit en cette Chambre et je le répète—de dépenser de façon excessive pour faire valoir les mérites du fédéralisme canadien. Je ne pense pas que des dépenses abusives soient nécessaires dans aucune province du Canada, y compris la province de Québec. Je suis certain que les Québécois n'ont pas besoin d'être achetés pour reconnaître le bien-fondé d'une bonne réforme constitutionnelle qui répondrait positivement aux cinq demandes traditionnelles du gouvernement du Québec.

C'est pourquoi je regrette que, jusqu'à maintenant, le gouvernement n'ait pas jugé opportun de limiter davantage les dépenses électorales et les dépenses référendaires, et surtout, de ne pas reconnaître l'opportunité de copier la Loi référendaire du Québec.

Certains de nos collègues en cette Chambre se posent la question: Est-ce que, parce que ces amendements du député de Jonquière pourraient être rejetés, le député de Jonquière ou d'autres députés en cette Chambre qui favorisent ces amendements devraient pour autant voter contre la Loi référendaire?

Je dois vous dire, monsieur le Président, qu'à ce moment-ci, nous espérons que ces amendements seront acceptés. Nous souhaitons que le gouvernement reconnaîtra qu'il est essentiel d'avoir un projet législatif qui, non seulement sera juste, mais aura l'apparence d'être juste et équitable pour tout le monde, y compris pour les séparatistes, les indépendantistes et les bloquistes. Il m'apparaît certain que, quoique nous fassions, ces indépendantistes, ces séparatistes et ces bloquistes se trouveront toujours déçus et insatisfaits. Mais je pense que, malgré tout, la loi référendaire est une loi essentielle pour le gouvernement du Canada.

Nous pensons que, si le gouvernement du Québec a une loi qui lui permet de tenir un référendum, si le gouvernement de la Colombie-Britannique a une loi qui lui permet de tenir un référendum, à plus forte raison, le gouvernement du Canada se doit d'avoir une loi qui lui permet de tenir un référendum et de consulter la population canadienne dans son ensemble ou dans certaines régions du pays.

Je ne sais pas ce que le gouvernement fera, à la fin des négociations constitutionnelles. Je ne sais pas si le gouvernement du Canada décidera de mettre en application l'article 3 de ce projet de loi qui permet de tenir un

référendum canadien dans certaines provinces, mais pas dans toutes les provinces. Cela pourrait vouloir dire que le gouvernement du Canada pourrait, s'il s'entend avec les provinces, permettre aux provinces qui voudront bien le faire, de tenir, en vertu de leurs lois provinciales, leur propre référendum. Le gouvernement du Canada pourrait tenir le référendum dans les provinces où il n'y aurait pas de volonté d'aller de l'avant avec une consultation populaire. C'est fort possible que toutes ces discussions qui semblent effrayer, énerver au plus haut point les députés du Bloc Québécois, ne soient absolument inopportunes, parce qu'il peut très bien arriver, en fonction de cette loi, qu'il y ait un référendum dans plusieurs provinces, mais que pour le Québec, ce soit la Loi référendaire du Québec qui s'applique. Et à ce moment-là tous les holàs et tous les grands cris de nos amis du Bloc québécois auront été inutiles et non avenus.

Quoiqu'il en soit, je termine en disant que nous devons nous assurer qu'il y ait une loi référendaire qui permette au gouvernement du Canada d'agir s'il le juge à propos et, dans la mesure du possible, que cette loi référendaire tienne compte d'un juste équilibre des forces en présence et respecte la démocratie, en permettant à ceux qui veulent être dans un groupe ou dans l'autre de travailler sur un même terrain, avec les mêmes règles du jeu et avec des dépenses électorales et référendaires à peu près équitables.

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement l'intervention de mon ami de Jonquière, patriote québécois, qui néanmoins travaille fort pour un Canada renouvelé.

Il a été membre des deux comités mixtes spéciaux et il a assisté à la réunion organisatrice du Comité législatif de ce projet de loi.

[Traduction]

Ce député a contribué de façon constructive au débat d'aujourd'hui et à de nombreux autres débats antérieurs. Il a proposé une série d'amendements qui auraient pour effet d'intégrer, dans le projet de loi C-81, le concept des comités référendaires exclusifs, comme le prévoyait la Loi référendaire du Québec. Seulement deux comités seraient créés, un comité de personnes disposées à voter «oui» à une question référendaire et un comité de personnes disposées à voter «non».